



Maryam Radjavi: La tentative d'attentat contre l'ambassadeur saoudien aux USA marque une nouvelle étape dans l'exportation du terrorisme des mollahs

Mme Maryam Radjavi, Présidente élue de la Résistance iranienne, a qualifié de nouveau tournant de l'exportation du terrorisme, la tentative d'attentat contre l'ambassadeur saoudien et plusieurs ambassades aux Etats-Unis.

« Il s'agit visiblement d'une déclaration de guerre contre la communauté internationale qui bafoue toutes les conventions internationales », a-t-elle estimé.

« Cette tentative criminelle qui suit directement les ordres de Khamenei, trahit la panique d'un régime aux abois », a-t-elle souligné avant de rappeler que lors d'un discours le 1er octobre, Khamenei avait menacé d'avoir recours à des tirs de missiles.

« Aux prises avec une société au bord de l'explosion, les révoltes régionales et la perspective de la chute de la dictature syrienne, le régime des mollahs n'a trouvé d'autre issue que sa vieille méthode de terrorisme », a expliqué Mme Radjavi.

En août dernier, durant le Ramadan, dans un discours devant un groupe de terroristes affiliés au régime iranien présentés comme des « Combattants de la Défense sacrée », Azghadi, un théoricien proche de Khamenei, n'avait pas hésité à dire : « Si dans le passé, des brigades étaient envoyées sur les frontières du sud et de l'ouest du pays pour combattre l'Irak, aujourd'hui, il faut préparer des forces pour les dépêcher en Afrique du nord, en Extrême-Orient et au cœur de l'Europe. Il faut se préparer à des opérations dans le monde entier. »

Le théoricien de Khamenei avait ajouté : « Nos hommes sont présents sur les cinq continents et il se battent partout contre les puissances de l'arrogance (...) Il faut se lancer dans un Jihad international et il ne faut avoir peur de personne ».

Mme Radjavi a rappelé : « Alors que le régime des mollahs est en train de préparer en secret des explosions et des crimes terroristes, son président

Suite page 3

Le Conseil de l'Europe met en garde contre un massacre à Achraf



Une déclaration écrite signée par 108 membres de l'Assemblée parlementaire demande la protection du camp.

Lire page 3



Exécution en place publique de Sajad Karimi le 20 septembre à Téhéran. Photo diffusée par l'agence Fars des gardiens de la révolution.

Nouvelle vague d'exécutions en Iran

Après une centaine de pendaisons en septembre, dont un mineur, le régime menace de faire pire en octobre

Lire page 2

Des agents du Vevak en France pour diaboliser la Résistance

Lire page 4

Un théoricien du régime appelle à la préparation d'opération terroristes dans toute la planète

Lire page 4

Manifestations au Bazar de Téhéran

Lire page 4

Des centaines d'exécutions en préparation

La Résistance iranienne tire la sonnette d'alarme sur les exécutions planifiées de centaines de prisonniers dans les prisons de Ghezel-Hessar et de Gohardacht.



21 septembre, Téhéran, Alireza M., 17 ans, exécuté en public. L'adolescent pleurait, appelant sa mère et demandant grâce.

Le régime compte exécuter les prisonniers politiques comme des droit commun. Selon des informations dignes de foi, plus de 300 prisonniers ont été condamnés à mort, mi-septembre, à la prison de Ghezel-Hessar. Certains sont des manifestants arrêtés en 2009. On compte aussi 120 détenus s'étant mutinés le 15 mars contre l'exécution d'un prisonnier. Tous ont été transférés à la section 2 de la prison de Ghezel-Hessar affectée aux condamnés à mort.

A la mi-septembre, 74 détenus de la prison de Gohardacht ont été condamnés à la peine capitale et transférés dans le couloir de la mort.

Il convient de rappeler qu'au cours du seul mois de septembre au moins 100 prisonniers ont été exécutés à travers le pays. L'exécution des

En septembre au moins 100 prisonniers ont été exécutés en Iran

prisonniers politiques sous couvert de droit commun et de trafic de drogue est une méthode connue des mollahs, pratiquée depuis trente ans.

Hantée par la perspective de nouveaux soulèvements, et inquiète de l'effritement de son front régional avec les révoltes arabes, la dictature religieuse cherche à contenir l'explosion de la société par des exécutions massives et un climat de terreur.

La Résistance iranienne souligne que **le silence et l'inertie de la communauté internationale ne font qu'encourager le régime**. Elle appelle les instances internationales à adopter d'urgence des décisions contraignantes contre la dictature des mollahs afin d'empêcher ces crimes.

Corruption

Un détournement de fonds astronomique aggrave les conflits internes du régime



Les révélations sur un détournement de fonds de milliers de milliards de toman, dans lesquels trempent les plus hautes autorités du régime ont aggravé les conflits entre les clans au pouvoir.

Le 3 octobre, Khamenei qui craint des révélations sur son propre rôle et celui de ses proches dans ces exactions, a ordonné le silence aux médias pour « permettre aux responsables de poursuivre avec intelligence et puissance les investigations ».

Alors que la bande à Khamenei tente d'imputer l'escroquerie à Ahmadinejad, le guide des mollahs a lancé des menaces à peine voilées en affirmant que « les responsables ne devront faire preuve d'aucune pitié dans les dossiers de corruption et ils doivent trancher les mains des corruptus ».

Vingt-quatre heures après ce discours, lors d'une réunion avec les gouverneurs du pays, dans une allusion aux attaques du clan adverse, Ahmadinejad a répliqué : « Le diable

tente de gâcher les opportunités et d'imposer au pays marchandages et fourberies, et de calomnier le gouvernement dans une campagne chahuteuse ».

« J'ai toujours eu la conviction que le seul problème auquel soit exposé le pays est la dérive des valeurs et des principes de la révolution », a ajouté Ahmadinejad, avant de reprendre : « Il est naturel que de telles convictions soulèvent des oppositions (...) les opposants feront tout pour nous mettre hors-jeu ».

« Ceux qui nous accusent aujourd'hui de dérives, sont ceux qui ont engendré un bon nombre des problèmes du pays par leurs méthodes de gestion de la société, a lancé Ahmadinejad. Ce sont eux maintenant qui nous couvrent de toute sorte de calomnies ».

De son côté, Sadegh Laridjani, chef du pouvoir judiciaire et partisan de Khamenei, a tenté de minimiser l'ampleur des détournements. « Personne ne connaît le montant réel des détournements de fonds. C'est peut-être un peu moins de 3000 milliards de toman (environ 3 milliards \$) », a-t-il prétendu.

En fait, Khamenei, Ahmadinejad et tous les autres dignitaires de la dictature religieuse trempent dans les détournements de fonds, les escroqueries et le pillage des richesses qui ont anéanti l'économie du pays, entraînant une misère à grande échelle de la population.

En plus de leurs crimes contre l'Humanité, les dirigeants de la dictature des mollahs doivent aussi être traduits en justice pour ces détournements de fonds astronomiques.

Soutien

Mme Radjavi soutient la demande faite à l'ONU de reconnaître un Etat palestinien

Maryam Radjavi, présidente élue de la Résistance iranienne, a qualifié de démarche dans le sens de la paix, de la démocratie et de la coexistence dans toute la région, le plan de l'Autorité palestinienne sous le leadership du président Mahmoud Abbas visant à demander au Conseil de Sécurité et à l'Assemblée générale de l'ONU de reconnaître officiellement l'Etat indépendant de Palestine. Elle a souligné que la constitution de cet Etat est un coup porté à l'influence réactionnaire et intégriste islamiste et au terrorisme qui en découle. **C'est un grand pas pour évincer le fascisme religieux au pouvoir en Iran des pays de la région**, a-t-elle ajouté.

Tous ceux qui veulent vraiment la démocratie et la paix dans la région et comprendre comme il le faut l'intégrisme islamiste et ses menaces, doivent sans le moindre doute soutenir le plan de l'Autorité palestinienne.

Mme Radjavi a ajouté que le perdant dans cet événement qui tombe en plein printemps arabe, c'est assurément le régime iranien, ses mercenaires et les courants qui lui sont inféodés en Irak, en Syrie, en Palestine, au Liban et ailleurs dans la région. C'est pourquoi malgré tous ses slogans démagogiques en faveur de la Palestine, ce régime sape le plan de l'Autorité palestinienne et ses programmes.

C'est ainsi qu'il a contraint les groupes palestiniens qui lui sont inféodés à s'opposer de manière diverse au plan de Mahmoud Abbas.

Protection du camp d'Achraf

108 membres de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe appellent à protéger Achraf

Doc. 12765

6 octobre 2011

Déclaration écrite n° 501

"Nous alertons la communauté internationale sur un massacre comparable à celui de Srebrenica, celui des 3400 opposants iraniens du camp d'Achraf, en Irak.

47 réfugiés désarmés ont déjà été assassinés et plusieurs centaines ont été blessés lors de deux attaques meurtrières lancées sur Achraf à l'instigation du régime irakien. Le Premier ministre irakien, M. Nouri Al-Maliki, a déclaré que le camp doit être fermé fin 2011, ce qui prépare le terrain à un nouveau massacre.

Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a déclaré que les

personnes qui résident à Achraf sont des "demandeurs d'asile" qui doivent bénéficier d'une protection internationale. Nous soutenons la mission de l'ambassadeur Jean de Ruyt, qui a récemment été nommé représentant spécial de l'Union européenne pour le Camp d'Achraf. Nous demandons qu'il se rende très prochainement à Achraf pour rendre plus efficaces ses efforts pour parvenir à un règlement pacifique de la crise.

Nous demandons également :

- que le HCR confirme le statut de réfugiés politiques pour les résidents du camp,
- que le Secrétaire général de l'ONU et le Haut-

Nous soutenons la mission de l'ambassadeur Jean de Ruyt, récemment nommé représentant spécial de l'UE pour Achraf.

Commissariat aux droits de l'homme installent une équipe de surveillance permanente à Achraf pour assurer la protection des résidents jusqu'à ce qu'ils soient tous réinstallés dans des pays tiers,
- que les Etats-Unis, l'Union européenne et les Nations Unies exigent que l'Irak annule l'échéance fixée pour la fermeture d'Achraf, mette un terme au siège et à la torture psychologique infligée par les 300 haut-parleurs, démantèle le matériel de brouillage et de surveillance installé autour du camp et permette aux résidents d'accéder librement à leurs avocats et aux services médicaux."

Terrorisme

Une nouvelle étape dans l'exportation du terrorisme des mollahs

Suite de la page 1

de la République attribue aux Etats-Unis le désastre du 11 septembre en vue de blanchir son régime. C'est de la même manière que ce régime a attribué aux Moudjahidine l'opération terroriste de Kerbala en Irak et a fourni au Département d'Etat américain des documents falsifiés pour appuyer cette allégation, en vue de maintenir son opposition dans la liste des organisations terroristes.

« Il y a dix ans, le même régime avait prétendu que les Moudjahidine avaient camouflé des armes de destruction massives de l'Irak, alors qu'en même temps, la dictature des mollahs se lançait dans une course effrénée à la bombe atomique qui a été dévoilée par la Résistance iranienne à la communauté internationale.

« Cette tentative d'assaut terroriste contre Washington est une preuve de plus que la politique du dialogue et des concessions ou de tout autre effort pour amadouer ce régime, revient à nourrir un monstre dans l'espoir de le calmer.

« De même l'inscription des Moudjahidine du peuple d'Iran sur la liste des organisations terroristes qui traduit une politique de connivence dans la répression de la résistance, dans l'espoir de se rapprocher de la dictature religieuse et terroriste de Téhéran, a constitué une grave dérive dans la lutte anti-terroriste et n'a fait qu'inciter davantage ce régime à poursuivre l'exportation du terrorisme et de l'intégrisme.



Mansour Arbabsiar, agent de la Force Qods, arrêté aux USA pour tentative d'attentat

« La fermeté est la seule politique qui porte ses fruits contre ce régime », a conclu la présidente élue de la Résistance, avant de préciser : « La politique occidentale qui donne à cette dictature un feu vert à la répression de la Résistance iranienne et s'y associe, doit changer de cap.

« Le fascisme religieux de Téhéran ne renoncera jamais au terrorisme ni à l'intégrisme, tant qu'il sera au pouvoir. Seule une politique de fermeté pourrait contrecarrer cette dictature.

« Une telle politique doit comprendre un boycott pétrolier, le renvoi du dossier du terrorisme et des violations des droits de l'homme devant le Conseil de sécurité et la reconnaissance du droit du peuple iranien et de son mouvement de résistance à changer ce régime .»

Un théoricien du régime: nous devons nous préparer pour des opérations à l'échelle mondiale



Hassan Rahimpour-Azghandi, théoricien du terrorisme

Hassan Rahimpour-Azghandi, membre du "Conseil suprême de la révolution culturelle" et théoricien de la dictature religieuse, a déclaré le 23 septembre à la télévision d'Etat: "Nous devons nous préparer pour des opérations à l'échelle mondiale." Dans une réunion des "anciens combattants de la guerre Iran Irak", il a présenté un plan de politique étrangère :

"Lorsqu'en moins de sept mois, quatre gouvernements arabes sont renversés, nous devons nous préparer à un conflit mondial. Au lieu de se limiter aux régions frontalières, comme cela a été le cas jusqu'à présent, notre front de combat doit couvrir le monde entier. Nous devons nous préparer à aller combattre en Amérique Latine, en Extrême-Orient, au coeur de l'Europe. Nous devons nous préparer pour des opérations mondiales. Certes nous avons vieilli, mais la nouvelle génération doit être formée afin d'être prête pour les trois à quatre prochaines décennies."

Des agents du Vevak en France pour diaboliser la Résistance

Pour tenter de contrer le vaste soutien politique et social de la Résistance iranienne en France et couvrir la nature terroriste du régime et ses opérations, les services de renseignement des mollahs, le VEVAK, ont envoyé un groupe d'agents à Paris du 15 au 22 septembre sous le couvert trompeur d'« Association pour la défense des victimes du terrorisme au Moyen-Orient » dans le but de diaboliser la Résistance. Dans deux communiqués séparés le 12 janvier et le 18 mai 2011, une majorité de parlementaires du Sénat puis de l'Assemblée nationale ont annoncé leur soutien à la Résistance iranienne et à Achraf.

La préparation du voyage de ces agents a été faite par un des collaborateurs français du Vevak qui s'est rendu en Iran l'an dernier. Les agents composant la délégation se nomment Ruhollah Latifi Rostami, Zahra Sobhani, Mansoureh Karami, Nader Ganji, Mahmoud Navvab Motlagh et Massoumeh Eskandari.

Les agents du Vevak ont pris part au 7e Congrès des victimes du terrorisme où ils ont dissimulé

leur véritable identité. L'agence de presse officielle Fars affiliée aux pasdaran, leur a consacré une dépêche élogieuse.

Cette association écran du Vevak a été créée en juin 2007 sous le nom de « Edalat (Justice) » par un département du Vevak consacré à la répression de l'OMPI. L'objectif était d'empêcher la radiation de l'OMPI de la liste terroriste européenne et de faire obstacle à ses vastes activités politiques en Europe.

Les directeurs de cette association, tous membres du Vevak, se sont rendus trois fois en Europe (Genève, Bruxelles et Paris) ces trois dernières années. Leurs activités consistent à organiser des expositions contre l'OMPI et à rencontrer des ambassadeurs et des représentants de nombreux pays européens. Pour dissimuler son identité, l'association a récemment été rebaptisée « Association pour la défense des victimes du terrorisme au Moyen-Orient ».

La Résistance iranienne met en garde contre les objectifs terroristes et les intrigues du régime des mollahs et l'envoi d'agents du Vevak en France.

La préparation du voyage des agents du Vevak a été faite par un des collaborateurs français du Vevak

Protestation de milliers de marchands de tissus à Téhéran pour leur 62e jour de grève

Dans la matinée du samedi 1er octobre, des milliers de marchands de tissus du bazar de Téhéran, en grève depuis 62 jours contre les taxes du régime, se sont rassemblés devant la mosquée Malek et dans ses environs.

Afin d'empêcher ce rassemblement auquel les commerçants du bazar avaient appelé, le régime avait déversé des nuées de forces de sécurité dès la veille pour contrôler tout le quartier. Dans la matinée du samedi des essais d'agents anti-émeute, de sécurité et en civil n'ont pas laissé les gens rejoindre les protestataires et ont arrêté des jeunes, femmes et hommes.

La veille des agents avaient affiché des communiqués mensongers sur les murs autour de la mosquée Malek annonçant que l'Union des marchands de tissus était parvenue à un accord avec les autorités et que les magasins allaient rouvrir dès samedi matin.

Le 28 septembre, un millier de commerçants avaient manifesté contre la taxe de pillage des mollahs. Ce jour-là, les marchands de chaussettes et beaucoup d'autres commerçants du textile les avaient rejoints par solidarité en fermant leur boutique.

Les protestations des marchands de tissus ont commencé le 1er



Téhéran, Bazar du tissu en grève

août. Ils demandent l'annulation de la TVA à 4%, une réforme fiscale, la remise des pénalités pour paiement tardif des taxes, et des corrections à apporter à leur licence de commerce.

La loi sur la TVA à 4% a été adoptée au Majlis des mollahs en juillet dernier. La mise en œuvre de cette taxe, mise au vote il y a trois ans, avait été retardée à la suite d'une grève du bazar. Selon cette loi, une taxe de 4% doit frapper toutes les étapes de la production et de la vente de tissus, aboutissant en fin de cycle à un total de 20%, ce qui entraîne une importante augmentation des prix.

Pour obtenir le soutien politique de la Chine et se remplir les poches, les dirigeants du régime inondent le marché du textile de produits chinois de mauvaise qualité entraînant la baisse de production, voire la fermeture et la faillite des usines textiles et le licenciement de milliers d'ouvriers.

Vevak

Quand Ahmad Chalabi, mercenaire notoire des mollahs, refait surface

Dans une nouvelle opération de désinformation, la presse officielle des mollahs et l'association *Habilian*, du ministère du Renseignement (Vevak) ont repris le dernier mensonge en date d'Ahmad Chalabi, un mercenaire notoire de Téhéran, qui a déclaré : « L'OMPI recevait de Saddam 60 millions de dollars par mois (...) un intermédiaire chargé de remettre ces sommes à l'OMPI me l'a confié personnellement, il y a peu ». Séjournant en Iran depuis plusieurs semaines pour préparer le terrain à une nouvelle attaque d'Achraf aux ordres du Vevak et de la Force Qods des Pasdaran, cet agent poursuit : « J'ai mis en garde contre le danger de la présence continue de l'OMPI en Irak dans mes discussions avec les autorités religieuses et politiques irakiennes (...) Lorsque j'étais président du Conseil de transition en Irak, j'ai proposé pour la première fois d'expulser les membres de cette secte et de les expulser ».

La Résistance iranienne rappelle les faits suivants :

1. Chalabi rend des services au fascisme religieux en Iran depuis des dizaines d'années. En transmettant à Washington de fausses informations fournies par le régime iranien sur des armes de destruction massive en Irak, il a contribué au déclenchement d'une

Depuis son arrivée en Irak en 1986, l'OMPI n'a jamais reçu un seul dollar du gouvernement irakien, bénéficiant pour son financement des contributions et donations des Iraniens.

guerre désastreuse que Téhéran avait toujours voulue et dont il a été le principal bénéficiaire ; une guerre dont les conséquences causent depuis neuf ans tant de souffrances.

2. Les propos de ce mercenaire sur la situation financière de l'OMPI ne trompent personne. Depuis son arrivée en Irak en 1986, l'OMPI n'a jamais reçu un seul dollar du gouvernement irakien, bénéficiant pour son financement des contributions et donations des Iraniens à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. Dans son numéro 915 du 25 juin 2008, le journal 'Mojahed' a publié une partie des documents relatifs aux dépenses de l'OMPI en Irak.

3. Ces documents montrent que l'OMPI a même payé sa consommation d'eau, d'électricité, de télécommunications et d'autres services publics alors qu'ils étaient gratuits pour les Irakiens. Même la construction de l'infrastructure des bases de l'OMPI comme le réseau de pompage de l'eau ou le réseau électrique, habituellement assurés par l'Etat, ont été entièrement financés par l'organisation. Le journal précisait que depuis son arrivée en Irak, l'OMPI avait dépensé 4,8 millions \$ rien que pour la construction de ses bases et de leurs installations.